

MERCREDI 19 JUIN 2013

JPMorgan réclame des régimes autoritaires en Europe

JPMorgan réclame des régimes autoritaires en Europe



Dans un document publié à la fin du mois de mai, le géant des banques d'investissement américain JPMorgan Chase réclame l'abrogation des constitutions démocratiques bourgeoises établies après la Seconde Guerre mondiale dans une série de pays européens et la mise en place de régimes autoritaires.

Le document de seize pages a été réalisé par le groupe *Europe Economic Research* de JPMorgan et est intitulé « L'ajustement de la zone euro - bilan à mi-parcours. » Le document commence par faire remarquer que la crise de la zone euro a deux dimensions.

Pour commencer, il affirme que des mesures financières sont nécessaires pour garantir que les principales institutions d'investissement comme JPMorgan puissent **continuer à engranger d'énormes bénéfices de leurs activités spéculatives en Europe**. Ensuite, les auteurs soutiennent qu'il est nécessaire d'imposer des « *réformes politiques* » destinées à supprimer l'opposition aux mesures d'austérité massivement impopulaires qui sont appliquées au nom des banques.

Le rapport exprime sa satisfaction vis à vis de l'application par l'Union européenne d'un certain nombre de mécanismes financiers visant à **garantir les intérêts bancaires**. A cet égard, l'étude souligne que la réforme de la zone euro en est pratiquement à mi-chemin. Mais le rapport réclame aussi davantage d'action de la part de la Banque centrale européenne (BCE).

Depuis l'éruption de la crise financière mondiale de 2008, la BCE débloque des milliers de milliards d'euros en faveur des banques pour leur permettre d'effacer leurs créances douteuses et de redémarrer une nouvelle série de spéculations. En dépit d'une pression grandissante venant des marchés financiers, le chef de la BCE, Mario Draghi a déclaré l'été dernier qu'il ferait le nécessaire pour consolider les banques.

En ce qui concerne les analystes de JPMorgan, ceci n'est cependant pas suffisant. Ils exigent de la part de la BCE une « réponse plus spectaculaire » à la crise.

Les critiques les plus dures du document sont cependant formulées à l'égard des gouvernements nationaux qui ont mis bien trop de temps à appliquer le genre de mesures autoritaires nécessaires à l'imposition de l'austérité. Le processus d'une telle « réforme politique » précise l'étude, a « *même à peine commencé*. »

Vers la fin du document, les auteurs expliquent ce qu'ils entendent par « *réforme politique*. » Ils écrivent : « *Au début de la crise l'on avait pensé que ces problèmes nationaux hérités du passé étaient en grande partie d'ordre économique,* » mais « *il est devenu manifeste qu'il y a des problèmes politiques profondément enracinés dans la périphérie qui, à notre avis, doivent être changés si l'Union monétaire européenne (UME) est censée fonctionner à long terme.* »

Le document détaille ensuite les problèmes existant dans les systèmes politiques des pays de la périphérie de l'Union européenne - la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie - qui sont au centre de la crise de l'endettement en Europe.

Les auteurs écrivent : « *Les systèmes politiques de la périphérie ont été établis après une dictature et ont été définis par cette expérience-là. Les constitutions ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique que les partis de gauche ont acquise après la défaite du fascisme.* »

« *Les systèmes politiques autour de la périphérie affichent de manière typique les caractéristiques suivantes : des dirigeants faibles ; des Etats centraux faibles par rapport aux régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes recherchant le consensus et qui encouragent le clientélisme politique ; et le droit de protester si des modifications peu appréciées sont apportées au statu quo politique. Les lacunes de cet héritage politique ont été révélées par la crise.* » Quelles que soient les inexactitudes historiques contenues dans leur analyse, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que **les auteurs du rapport de JPMorgan plaident pour que les gouvernements adoptent des pouvoirs de type dictatorial afin de mener à bien le processus de contre-révolution sociale qui est déjà bien avancé à travers toute l'Europe**.

En réalité, il n'y avait rien de véritablement socialiste dans les constitutions établies durant la période d'après-guerre partout en Europe. De telles constitutions visaient à **garantir le régime bourgeois** dans une situation où le système capitaliste et ses agents politiques avaient été totalement compromis par les crimes des régimes fascistes et dictatoriaux.

Les constitutions des Etats européens, y compris celles de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, ont été élaborées et appliquées en collaboration avec les partis socialistes et communistes des pays respectifs et qui ont joué le rôle clé dans la démobilisation de la classe ouvrière pour permettre à la bourgeoisie de maintenir son régime.

Dans le même temps cependant les classes dirigeantes discréditées de l'Europe étaient parfaitement conscientes que la Révolution russe demeurerait une inspiration pour de nombreux travailleurs. Elles se sont senties obligées de faire une série de concessions à la classe ouvrière dans le but d'empêcher une révolution - sous la forme précisément de protections sociales et constitutionnelles, **dont le droit de manifester, ce que JPMorgan aimerait à présent voir aboli**.

Dans une certaine mesure, les critiques de la banque à l'égard du manque d'autoritarisme des gouvernements européens sonnent creux. Partout en Europe, les gouvernements ont à maintes reprises recouru ces dernières années à des mesures d'Etat policier pour réprimer l'opposition à l'encontre de leur politique.

En France, en Espagne et en Grèce, **des décrets d'urgence et l'armée ont été utilisés pour briser des grèves**. La constitution adoptée en Grèce en 1975, après la chute de la dictature des colonels, n'a pas empêché le gouvernement grec de licencier en masse des fonctionnaires. Et dans un certain nombre de pays européens, les partis dirigeants sont en train d'encourager le développement de partis néofascistes tel le mouvement Aube dorée en Grèce.

Toutefois, pour JPMorgan cela ne suffit pas. Afin d'éviter une révolution sociale dans la période à venir, ses analystes préviennent qu'il est indispensable que **les gouvernements capitalistes partout en Europe se préparent aussi vite que possible à mettre en place des formes de régime dictatoriales**.

A la fin du document, les auteurs **avancent une série de scénarios** qui, selon eux, pourraient découler de l'échec des gouvernements européens à ériger des systèmes autoritaires. Ces variantes comprennent : « 1) l'effondrement de plusieurs gouvernements favorables aux réformes en Europe méridionale, 2) un effondrement du soutien à l'euro ou à l'UE, 3) une victoire électorale incontestée de partis anti-européens radicaux quelque part dans la région, ou 4) l'ingouvernabilité de fait de certains Etats membres une fois que les coûts sociaux (notamment le chômage) dépasseront un certain seuil. »

C'est la voix authentique du capital financier qui parle. Il faut rappeler que **JPMorgan est profondément impliqué dans les opérations spéculatives qui ont dévasté la vie de centaines de millions de travailleurs** partout dans le monde. En mars de cette année, une commission du sénat américain a rendu public un rapport de 300 pages documentant les pratiques criminelles et la fraude réalisées par JPMorgan, la plus grande banque des Etats-Unis et le plus grand agent de produits dérivés du monde. En dépit des révélations détaillées dans le rapport, aucune action ne sera prise à l'encontre du PDG de la banque, Jamie Dimon, qui jouit de la confiance personnelle du président américain.

Cette même banque se permet à présent de faire la leçon aux gouvernements. Soixante-dix ans après la prise de pouvoir par Hitler et les nazis en Allemagne, dont les conséquences furent catastrophiques pour l'Europe et le monde, JPMorgan est le premier à réclamer des mesures autoritaires pour réprimer la classe ouvrière et éradiquer ses acquis sociaux.

[Source](#)

2

Share

PAR WIKISTRIKE.COM - PUBLIÉ DANS : [ECONOMIE](#)

[Infos / Contact](#)

[CONTACT](#) [C.G.U.](#)

[COMMENTÉS](#)

[SIGNALER UN ABUS](#) [ARTICLES LES PLUS](#)